

Salariés et indépendants, une même retraite?

PRÉVOYANCE La fragmentation des carrières professionnelles nécessite une refonte de la protection sociale et de la prévoyance vieillesse, selon la **Fondation CH2048**. Celle-ci émet des propositions «susceptibles d'obtenir une majorité politique»

EMMANUEL GARESSUS, ZÜRICH
@garessus

Les carrières se fragmentent. Un emploi d'indépendant succède à un autre comme salarié. La même personne peut avoir les deux statuts en parallèle. Plutôt que d'observer la mutation du marché du travail sous l'effet de la numérisation ou de la bloquer, la Fondation CH2048 et 16 partenaires (entreprises, syndicats, organisations patronales, cantons et universités) lancent la discussion et proposent leurs premières recommandations, selon un communiqué publié mercredi.

Pour Domenico Scala, membre du conseil de fondation, «un statut unique pour les salariés et les indépendants est un devoir en matière d'AVS et de prévoyance obligatoire. Le montant de coordination doit être supprimé ou fortement réduit.» Sans réforme, la pauvreté risque d'augmenter à la retraite, poursuit l'ancien président du comité d'audit de la FIFA.

Eviter la précarité et la pauvreté à la retraite

Le modèle de travail à plein temps et la protection sociale qui l'accompagne sont remplacés ou complétés par des formes de travail qui ne sont pas prises en compte par le partenariat social classique. «Si la frontière entre salarié et indépendant s'efface, le partenariat social doit être réformé», indique Christoph Koellreuter, vice-président et directeur du programme de la Fondation CH2048.

Plutôt que de risquer un durcissement des fronts, «l'innovation

doit rester prioritaire afin d'accroître les revenus et faciliter le dialogue social», observe le représentant de la fondation.

«Si la frontière entre salarié et indépendant s'efface, le partenariat social doit être réformé»

CHRISTOPH KOELLREUTER,
VICE-PRÉSIDENT ET DIRECTEUR DU
PROGRAMME DE LA FONDATION CH2048

Les idées de réformes sociales de CH2048 s'appuient sur des modèles qui ont déjà été testés avec succès dans des entreprises comme Swisscom ou ABB. Il ne s'agit d'ailleurs pas de remettre en question les atouts du pays tels que la formation duale, le bon niveau des universités, le partenariat social, la flexibilité du marché du travail.

Les recommandations de la fondation sont soutenues par des acteurs notables de l'économie, des cantons, des syndicats et des universités. Elles sont donc «susceptibles d'obtenir une majorité politique et d'être discutées d'ici à deux ans, puis approfondies et mises en œuvre», selon Christoph Koellreuter

Réformes pour l'AVS et le 2e pilier

En matière de prévoyance, la fondation et ses partenaires proposent de combler les lacunes du



(MARK AIRS/IKON IMAGES/GETTY IMAGES)

1er et du 2e pilier en étendant les possibilités de paiements rétroactifs de manière illimitée. Ceux-ci devraient même être possibles après l'âge de la retraite. L'objectif est d'empêcher la pré-

carité, voire les situations de pauvreté à la retraite.

Les partenaires cités soutiennent aussi un système d'assurance sociale unique, ou en tout cas comparable, pour les

salariés et les indépendants. Ce dernier serait valable tant pour l'AVS que pour la partie obligatoire de la prévoyance vieillesse. Ce nouveau statut coûterait 3 milliards de francs, selon la

fondation. D'éventuelles lacunes de financement des assurances sociales devraient être compensées par un impôt existant, comme la TVA, ou un nouveau, par exemple une taxe sur les transactions.

L'économie numérique nécessite de redoubler l'effort de formation. Des bourses d'étude devraient être développées. La fondation recommande la création de comptes de formation permanente ou une assurance pertes de gains spécialement destinée à cette fin.

Les recommandations incluent aussi une exigence adressée aux plateformes internet. Ces dernières, à partir d'une certaine taille, devraient avoir un siège dans le pays.

Recommandations pour le partenariat social

La fondation présente aussi cinq recommandations de partenariat social, à commencer par un dialogue au sein des entreprises sur l'impact de la numérisation. ABB, encore, est citée en qualité de pionnière en la matière. Les partenaires sociaux devraient par exemple mieux planifier les effectifs et réaliser un suivi régulier, à l'image de Swisscom.

Une meilleure combinaison de flexibilité et de sécurité sociale ne devrait pas être réalisée par de nouvelles lois. CH2048 privilégie l'initiative privée et le partenariat social. Cela se traduit par l'emploi de labels ou de codes de conduite pour le développement des nouvelles formes de travail. La plateforme de travail flexible Cooople fait ici figure de pionnière. ■

Les Etats-Unis souhaitent conclure trois nouveaux accords commerciaux

GUERRE COMMERCIALE Washington veut négocier des traités de libre-échange séparés avec le Japon, l'Union européenne et le Royaume-Uni, après le Brexit

Les Etats-Unis veulent apparemment marquer une pause après avoir brandi la menace de taxes douanières. Déplorant toujours les déficits commerciaux avec leurs partenaires, les Etats-Unis entendent négocier des accords de libre-échange séparés avec le Japon, l'Union européenne et le Royaume-Uni, après le Brexit.

«Agissant sous la houlette du président, le représentant américain au

Commerce (USTR), Robert Lighthizer, a notifié aujourd'hui au Congrès que l'administration Trump avait l'intention de négocier trois accords commerciaux séparés» avec ces pays, selon un communiqué de l'USTR. Ce dernier ne précise pas si ces pays ont donné leur accord de principe pour de telles discussions en vue d'accords bilatéraux.

Volte-face américaine?

Les objectifs de ces négociations seront présentés au moins 30 jours avant le début formel des tractations. Cette annonce tranche avec les menaces de Donald Trump d'imposer des taxes

douanières supplémentaires à tout pays refusant d'ouvrir davantage son marché aux produits américains.

Elle intervient en outre avant même que le Département du Commerce n'ait achevé son enquête sur une imposition éventuelle de nouvelles taxes dans le secteur automobile. Cette menace est particulièrement redoutée par l'Union européenne et le Japon pour un secteur essentiel à l'économie mondiale.

Les Etats-Unis ont accusé en 2017 un déficit commercial des biens et services de 55,5 milliards de dollars avec le Japon, de 151,4 milliards avec l'Union européenne et de 14,2 milliards avec le seul Royaume-Uni. ■ AWP

MAIS ENCORE

Tesla va construire une «Gigafactory» à Shanghai

Tesla a annoncé mercredi avoir signé un accord foncier avec les autorités chinoises pour construire à Shanghai, sur un terrain de 860 000 mètres carrés, sa première usine «Gigafactory» à l'étranger. C'est une étape clé pour le constructeur américain de voitures électriques. Il désire produire localement ses voitures sur le premier marché mondial pour échapper aux nouveaux droits de douane sur fond de tensions entre Washington et Pékin. AWP

PSA a livré plus de voitures que Volkswagen

AUTOMOBILE En matière de nouvelles immatriculations dans l'Union européenne, le constructeur français a devancé son homologue allemand en septembre, une première

Le français PSA a livré plus de voitures en septembre que son rival allemand Volkswagen dans un marché européen qui a chuté de 23,5%, à cause de l'entrée en vigueur d'une nouvelle norme d'homologation ayant poussé des constructeurs à anticiper des ventes durant l'été.

Les immatriculations du groupe Volkswagen se sont effondrées de 48% en septembre, sur un an, après une envolée de 24% en juillet et de 41% en août, d'après les chiffres de l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA) publiés mercredi.

Le groupe allemand, roi des immatriculations en Europe depuis des décennies, abandonne donc sa couronne en subissant la plus forte chute. PSA a lui limité sa baisse à 7,7%.

Véhicules bradés durant l'été

Le marché automobile européen est chamboulé depuis juillet par l'entrée en vigueur d'une nouvelle procédure d'homologation des véhicules (WLTP), plus exigeante, à compter du 1er septembre. Ces tests réalisés en laboratoire, qui remplacent la procédure NEDC, mesurent la consommation de carburant mais aussi les émis-

sions de CO₂, de particules, d'oxydes d'azote (NOx) et autres produits nocifs.

Des constructeurs sont soupçonnés d'avoir accordé de gros rabais en juillet, et surtout en août, sur des véhicules qui ne pouvaient plus être commercialisés à partir de septembre, ou bien de les avoir immatriculés auprès de leurs propres concessionnaires afin de les écouler plus tard.

L'ACEA reconnaît que la chute du marché en septembre s'explique par «l'introduction des nouveaux tests WLTP qui avaient provoqué une envolée en août (+31,2%)».

«Première vraie conséquence du Dieseltgate»

«Personne n'imaginait que le WLTP allait avoir un impact aussi important, ça change au moins provisoirement la hiérarchie européenne», a commenté Flavien Neuvy, directeur de l'Observatoire Cetelem de l'Automobile.

Selon lui, «c'est la première vraie conséquence du Dieseltgate. Les constructeurs qui étaient les moins vertueux se retrouvent en difficulté» face aux normes plus strictes en matière d'émissions polluantes. «L'écart à combler est moins important pour un constructeur qui a une technique de dépollution plus efficace.» «Le choc est très fort», constate Flavien Neuvy.

Sur neuf mois, le marché de l'Union européenne reste tout de même en hausse de 2,5%. ■ AWP

EN BREF

Mille maçons défilent à Genève au second jour de grève

A Genève, les maçons ont poursuivi mercredi leur mouvement de grève pour une deuxième journée. Les manifestants n'étaient toutefois qu'un millier à défilé dans les rues. En fin de journée, ils ont voté la suspension de la grève jusqu'en novembre. Cette action s'est inscrite dans le cadre de la négociation sur la convention nationale du secteur de la construction, qui expire le 31 décembre. Mardi, 1800 maçons avaient bloqué le pont du Mont-Blanc et 2500 avaient participé à la grève, selon les syndicats. Mercredi en fin de journée, quelque 1200 maçons ont donné au patronat un délai au 9 novembre, pour retirer leurs «propositions scéléérates», a indiqué Thierry Horner, du SIT. Ces propositions portent sur la flexibilisation du travail et sur des baisses salariales dans certains cas. ATS

La moitié de la population mondiale vit avec moins de 5,5 dollars par jour

Si l'extrême pauvreté a reculé, près de la moitié de la population mondiale vit encore avec moins de 5,5 dollars par jour, a indiqué mercredi la Banque mondiale. «Les progrès économiques mondiaux ont permis de réduire le nombre de personnes en situation d'extrême pauvreté, mais près de la moitié des habitants de la planète, soit 3,4 milliards d'individus, restent confrontés à de grandes difficultés pour satisfaire leurs besoins élémentaires», souligne l'institution. L'extrême pauvreté est, elle, définie par les personnes vivant avec moins de 1,90 dollar par jour. La pauvreté est globalement tombée à 46% en 2015 contre 67% en 1990. Et l'extrême pauvreté est tombée à 10% en 2015 contre environ 30% en 1990. AFP